

In

Éric Monnet

Claudia Schrag

Europe, crise de conscience

2015

PUF- La Vie des Idées

La crise de la zone Euro et le déni de l'autre Pour une reconstruction de la reconnaissance mutuelle

Kira Gartzou-Katsouyanni, Kalypso Nicolaidis et Claudia Schrag Sternberg

La crise de la zone Euro a non seulement affecté les finances et l'économie des États membres, mais elle a également remis sur le tapis la question de notre compréhension de nous-mêmes en tant que peuples de l'Union, du type d'union dont nous voulons faire partie et des raisons de ce choix, ainsi que des règles qui gouvernent la communauté. Cette crise a en fait mis en lumière une tension inhérente au projet européen. L'Union Européenne (UE) était pensée à l'origine comme une entité politique complètement inédite, qui ne serait ni un état fédéral à grande échelle ni un regroupement lâche de plusieurs états. Selon nous, c'est bien le principe de reconnaissance mutuelle qui sous-tend cette entreprise ; or il semble qu'une caractéristique essentielle des Européens reste leur propension à se nier cette reconnaissance. Ainsi la crise actuelle a déclenché d'amères disputes entre les peuples européens, à coups de revendications ou de déni de reconnaissance de soi ou de l'autre.

La reconnaissance mutuelle peut vouloir dire beaucoup de choses : il s'agit tantôt d'un concept philosophique qui traite des rapports entre les groupes ou les individus, d'une norme diplomatique dans les relations internationales, ou d'une forme de gouvernance et de norme technique appliquée au processus d'intégration européenne. Plus fondamentalement, la reconnaissance mutuelle est également un état d'esprit qui implique d'accepter de vivre et d'interagir avec les différences des uns et des autres, sans essayer de forcer l'autre à devenir une copie conforme de soi, ni profiter de l'existence de ces différences pour s'isoler dans des espaces distincts (Nicolaidis 2007, 2010, Pélabay et al. 2012).

La crise de la zone Euro a violemment ébranlé les avancées sur la route de la reconnaissance mutuelle des décennies précédentes. Des conflits d'intérêt et conflits identitaires qui sommeillaient depuis longtemps ont refait surface et se sont envenimés, touchant ainsi à des failles de l'inconscient collectif pour ranimer par là même des préjugés qu'on croyait disparus. Les deux pays de l'UE qui eurent les rapports les plus explosifs pendant la crise sont sans doute la Grèce et l'Allemagne. Ce couple incarne toutes les oppositions qui sous-tendent le déroulement de la crise : entre Nord et Sud, entre pays riche et pays pauvre, entre ceux qui imposent la discipline et ceux qui la subissent, entre ceux qui tiennent les cordons de la bourse et ceux qui dépensent sans compter, etc. Ces deux pays illustrent également très bien la manière dont la crise a affecté les dynamiques relationnelles entre les peuples européens au sens large.

En ce sens la crise marque un tournant critique, un moment de renégociation de notre identité collective et de notre rapport à l'autre. Elle nous force à nous demander pourquoi et dans quelle mesure nous tenons à rester liés au sein de l'Europe, et quelle est la nature des liens qui nous rassemblent. Une fois de plus, tous les Européens (les Grecs, les Allemands et les autres) doivent aujourd'hui se demander dans quelle mesure ils sont prêts à se reconnaître les uns les autres, et à quelles conditions. Cet article propose donc une analyse des éléments essentiels de ce processus, qui constitue le fondement socio-culturel profond de la gestion de l'économie politique de l'Union monétaire.

Les acteurs : Grecs et Allemands

La couverture médiatique de la crise de la dette grecque et de la réponse européenne à la crise en Grèce et en Allemagne montre à quel point toute identité collective se définit par rapport à celles qui l'entourent. En effet, nos représentations mutuelles s'entremêlent et se

répondent. Par ailleurs, la reconnaissance d'une altérité nécessite des connaissances sur cet Autre (qui viennent s'ajouter au fait d'être plus ou moins en paix avec l'image que nous avons de nous-mêmes). Et nous produisons et reproduisons ce type de connaissances par la création, la diffusion, mais aussi la contestation de stéréotypes. C'est pour cela qu'au sein de ce processus, certains préjugés et autres manœuvres de stigmatisation de l'autre aident parfois paradoxalement à créer une image d'unité.

Par exemple, la série d'images et de récits publiés dans la presse allemande qui décrivait la richesse privée des Grecs, leur paresse, leur épicurisme et leur excès de dépenses publiques finit par donner des Allemands une image d'un peuple de grippe-sous tristes et complexés. Elle révéla également une peur allemande fondamentale de venir en aide à un peuple somme toute mieux loti qu'eux, et de laisser passer l'occasion de vivre confortablement de leur côté. En parallèle, d'autres voix, en Allemagne comme en Grèce, appelaient à la solidarité et à la compassion pour la majorité des Grecs, des gens aussi honnêtes et travailleurs « que nous », dignes de notre empathie et de notre aide. Ce discours se concentrait souvent sur la souffrance des Grecs ordinaires suite à la mise en place des mesures d'austérité, et plus précisément sur l'appauvrissement d'une partie croissante de la société grecque. De nombreux Grecs auraient volontiers admis que leur gouvernement avait emprunté plus qu'il ne pouvait rembourser et qu'il vivait ainsi bien au-dessus de ses moyens : « notre nation ressemble à une boîte de nuit le lendemain d'une soirée inoubliable organisée par un groupe de types très bien, quand il faut tout remettre en ordre » (Kathimerini 28/02/10). Cependant, ils auraient rejeté en bloc les suggestions d'une affluence grecque plus ou moins généralisée, en s'appuyant sur un taux de chômage bien plus élevé et un revenu par habitant bien plus bas en Grèce qu'en Allemagne.

Les discours grecs sur la pauvreté en Grèce jouaient souvent sur ce que Nikiforos Diamandouros (1993) a appelé la « culture des perdants » (*culture of the underdog*). Ce courant de la culture politique grec se caractérise par une animosité envers le capitalisme et une division du monde entre les amis et les ennemis de la Grèce. Pendant la crise, de nombreux commentateurs utilisèrent ce discours pour s'opposer à l'Allemagne, qui prenait dès lors la place des États-Unis en tant que cible principale de l'anti-occidentalisme grec. C'était l'Allemagne qui essayait la majorité des critiques lancées aux pouvoirs étrangers cherchant à imposer un néolibéralisme extrême à la Grèce.

Cette dernière accusait également l'Allemagne d'avoir exploité le système par l'intermédiaire de sa politique de *dumping social*, mise en place durant la décennie précédente. Ironie du sort, suite à ces coupes budgétaires dans les dépenses sociales dans leur pays, les Allemands se sentaient à présent en droit d'exiger une discipline similaire de la part des états bénéficiaires de l'aide européenne.

Un autre type de discours dans la presse allemande (qui trouva lui aussi un écho dans la presse grecque) cherchait à dénoncer un soi-disant manque de respect des Grecs pour la loi et pour le bien public. On entendait ainsi parler de corruption, de népotisme, d'évasion fiscale, de comptes frauduleux, ainsi que de fuite de capitaux et d'excès de dépenses publiques, comme autant de justifications de ces critiques. Mais l'Allemagne, et l'Europe dans son ensemble, étaient en fait régulièrement incluses dans ces dénonciations. Par ailleurs, ce discours sur la décadence morale se trouvait en concurrence avec l'image des « deux Grèces » ; d'un côté les élites immorales, et de l'autre les citoyens ordinaires, honnêtes et droits, qui méritaient compassion et solidarité. Ce contre-discours était bien entendu populaire en Grèce. Il allait souvent de pair avec un sentiment d'indignation pour ces « bons » Grecs qui devaient payer les pots cassés pour les méfaits des « méchants » Grecs. Il existait en parallèle un discours grec qui présentait corruption et individualisme comme des problèmes plus profondément ancrés dans la société grecque. De ce point de vue, la résolution de la crise en

cours exigeait ainsi une transformation profonde des mentalités. La crise offrait donc l'occasion de « reprogrammer » la Grèce.

Certaines sources grecques rejetaient la responsabilité sur les Allemands, en des termes moralisateurs typiques du registre allemand, montrant à quel point les faiblesses (admissibles) des Grecs pâlissaient devant un mal bien plus grave dont souffraient les Allemands, c'est-à-dire celui de n'avoir pas de cœur. Bien entendu, même (voire surtout) les stéréotypes les plus blessants et les plus condescendants trahissaient une profonde implication affective, comme le montre l'expression « la banqueroute des Grecs » (*Pleitegriechen*) qui, dans le journal *Bildzeitung*, accompagnait tous les articles traitant de la crise de la dette en Grèce. Cette formule résume bien le fait que les représentations de cette altérité nationale servaient également à mettre en scène une des peurs les plus profondes des Allemands, c'est-à-dire la peur de perdre le contrôle. On agitait ainsi le spectre d'un désastre financier à l'échelle personnelle, nationale, européenne et même mondiale, et celui d'une agitation politique faite de troubles sociaux, de manifestations qui tournent mal et nécessitent l'intervention constante des forces de l'ordre, ainsi que d'extrémisme politique, notamment d'extrême droite. Autant d'images qui réveillaient évidemment de profonds traumatismes et des tabous nationaux en Allemagne. En d'autres termes, elles s'adressaient à des éléments de la psyché nationale dont des forces collectives avaient vigoureusement refusé de reconnaître l'existence. Les tabloïdes allemands signifiaient par la mention de ces calamités incontrôlables que quiconque s'attaquait de près ou de loin à ces innommables tabous devait automatiquement renoncer à tout droit de reconnaissance mutuelle.

On se souviendra notamment de deux images qui marquèrent cette négociation sur la mémoire de manière très emblématique dans la couverture médiatique de la crise en Grèce et en Allemagne : la disgrâce de Vénus dans le magazine allemand *Focus*, et l'imagerie nazie utilisée par les Grecs pour associer l'Allemagne actuelle, et surtout la chancelière Angela Merkel, à l'Allemagne de la Seconde Guerre mondiale. *Focus* se servait du passé glorieux de la Grèce pour dénigrer le déclin actuel du pays, sous-entendant par là même que le reste de l'Europe, et notamment l'Allemagne, étaient des héritiers plus légitimes de la civilisation grecque antique que la Grèce moderne. Les références nazies utilisées par les Grecs évoquaient au contraire le passé infâmant de l'Allemagne pour dénigrer la puissance actuelle du pays au sein de l'Europe, et furent largement relayées dans les médias allemands.

La couverture de la crise en Allemagne faisait également référence aux exactions allemandes commises en Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale ; il s'agissait bien dans ces cas-là de mettre l'accent sur la culpabilité des Allemands et sur le statut de victimes des Grecs. Mais une dimension essentielle de ce que l'occupation allemande signifiait dans la mémoire collective grecque se trouvait perdue à la traduction ; pour les Grecs, il était non seulement question d'oppression, mais aussi et surtout de résistance héroïque. En Grèce comme en Allemagne, les références au nazisme défendaient l'idée selon laquelle l'Allemagne devait quelque chose à la Grèce. Elles signifiaient que le fait d'aider la Grèce était d'autant plus nécessaire qu'il s'agissait également d'expier cette faute passée. Mais le journal *Bild* y voyait par exemple en même temps un signe de l'ingratitude des Grecs et de leur refus de reconnaître la valeur de l'aide que leur offrait l'Allemagne, et qui devait absoudre cette dernière de toute nouvelle obligation envers la Grèce. Les Vénus et les croix gammées confrontèrent donc les deux pays à l'image qu'ils donnaient à cet Autre du dialogue, et les amenèrent à réfléchir à quelles conditions ils accorderaient et accepteraient une reconnaissance mutuelle.

De plus, la mémoire collective de ces deux pays aux histoires si liées était teintée de réflexions sur leur statut actuel au sein de l'Union. Les médias grecs ont souvent fait le lien entre la coercition allemande, également présentée comme le « chantage » de la *troïka* européenne, et la tradition grecque de résistance à une supériorité apparemment incontestable.

Le pouvoir de la Grèce était donc le « pouvoir des faibles », lié à la menace imminente d'une sortie de la zone Euro, qui permettait donc au pays de faire lui aussi chanter les autres états membres, comme le remarqua clairement la presse allemande.

L'Allemagne consacra quant à elle une bonne partie de son attention à son nouveau rôle de leader réticent (*reluctant hegemon*) (Zeit 27/10/2011, cf. Bulmer/Paterson 2013) ou d'empire par accident (*accidental empire*) (Zeit 27/10/2011, 21/02/2014, cf. Beck 2013). D'après cette interprétation des faits, populaire en Allemagne, la récente position de puissance du pays découlait directement de sa force économique, sans qu'il n'ait véritablement cherché à en arriver là. Mais quelles qu'en soit ses origines, la puissance allemande était devenue irréfutable, de sorte qu'on ne pouvait plus se taire à ce sujet, comme c'en était devenu l'habitude. C'est ainsi que la Grèce se mit à exprimer son inquiétude quant à ce qu'elle choisit d'appeler la germanisation de l'Europe. De nombreux observateurs remarquèrent avec appréhension que l'Allemagne, pays « le plus européen d'Europe », ne s'embarrassait soudain plus de fausse modestie, et qu'il avait beaucoup moins de scrupules à défendre ses propres intérêts. Néanmoins, le surmoi national allemand et la méfiance du pays envers toute démonstration de pouvoir continuèrent à faire contrepoids à ce regain de confiance en soi. Notamment en réaction aux inquiétudes de ses partenaires européens, l'Allemagne centra son débat national à propos de la nouvelle organisation du pouvoir européen sur l'idée d'une hégémonie bienveillante, qui proposait un équilibre entre le fardeau financier énorme pris en charge par le pays et un devoir incombant aux bénéficiaires de cette aide de s'en remettre aux décisions allemandes. De plus, le thème et les termes de ce débat sur la puissance allemande tenaient plutôt au domaine de la responsabilité que de la domination ; cela impliquait non seulement que l'Allemagne, et plus particulièrement Merkel, seraient jugées responsables dans le cas où les mesures de gestion de crise seraient un échec. D'un point de vue plus positif, il était également question de la responsabilité du leader d'utiliser son pouvoir avec humanité, en prenant soin de la sensibilité de ceux qui devaient s'y soumettre.

Dessine-moi l'Europe

Toutes ces définitions de l'identité et de l'altérité grecques et allemandes eurent un effet direct sur la perception que ces deux pays eurent de l'Europe et de sa raison d'être. Elles venaient notamment à l'encontre d'une série de grands récits traditionnellement utilisés dans la construction de la légitimité de l'UE (cf. Sternberg 2013, Lacroix and Nicolaïdis 2010).

Mais le coup le plus dur porté par la crise de l'Euro tient au fait qu'elle ébranla profondément les représentations de l'intégration européenne existantes, qui étaient à la fois conditions et garantes de la prospérité du continent. Au contraire, la monnaie unique et plus largement le processus d'intégration européenne étaient de plus en plus considérés comme une menace pour la richesse individuelle et collective des peuples, et pour le niveau de vie dont ils avaient l'habitude.

Ce type de discours eut évidemment beaucoup d'effet en Grèce, où des acteurs allemands comme Angela Merkel et son ministre des finances Wolfgang Schäuble, ainsi que la *troïka* (triumvirat) formée par la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International, étaient devenus synonymes d'austérité et de désespoir social. Cette remise en cause du grand récit sur la prospérité européenne alla de pair avec une grave dé-légitimation de la classe politique grecque, dont la crédibilité semblait dépendre des résultats de l'UE.

Mais la crainte d'un crack économique et financier était forte en Allemagne également. On put par exemple voir en couverture du *Spiegel* un récit de la « spoliation généralisée » dont étaient victimes les épargnants allemands en raison des taux d'intérêt très bas de la BCE (08/10/2012). Ces inquiétudes détonnaient fortement avec le portrait d'une Allemagne qui sortait finalement « grand vainqueur » de la crise, et jouissait d'une croissance

économique directement liée à l'endettement des autres états membres. On lisait ainsi en titre de *Bild* : « Taux de change de l'euro au plus bas : la banqueroute des Grecs nous apporte la croissance » (03/07/2011). Mais de tous les points de vue, l'histoire de l'Europe était désormais devenue un jeu à somme nulle.

Ainsi la crise a remis en cause le grand récit qui présentait l'UE comme un agent de progrès qui défendait un bien commun européen grâce à des avancées sociales éclairées et sa capacité de surmonter les divisions nationales. Or l'UE pouvait difficilement continuer à incarner le progrès social, la compétence politique et l'utopie post-nationaliste alors que des milliers de personnes descendaient dans les rues du sud de l'Europe pour manifester contre l'austérité et ses conséquences.

On parla beaucoup de la « re-nationalisation » de la politique européenne en raison de la crise. Les débats grecs sur le sujet se concentrèrent surtout sur l'Allemagne, avec l'idée que cette dernière était en période de « refonte nationale », puisque la priorité qu'elle avait depuis longtemps donnée à un intérêt commun au sein de l'Europe laissait à présent la place à un intérêt national, ou en tout cas à l'intérêt des pays riches de l'Union, aux dépens des peuples de la périphérie. Dans le débat allemand, on reconnaissait cette évolution nationale, mais on la replaçait dans le cadre d'un phénomène plus large à l'échelle européenne, qui n'était donc pas limité à la seule Allemagne.

Un type de discours concurrent avançait que la crise avait bien au contraire lié plus encore le destin de chaque membre à celui du reste de la communauté. Selon cette interprétation, l'union monétaire formait un lien indissoluble entre les états membres, pour le meilleur ou pour le pire. Angela Merkel fut très active dans la diffusion de l'idée d'une « politique intérieure européenne », étiquette qui avait pour but d'incarner un nouveau type d'interdépendance entre membres de la zone Euro combinant re-nationalisation et interdépendance accrue. La chancelière allemande faisait ainsi contrepoids aux critiques qui dénonçaient un système bureaucratique *top-down* au sein duquel les décisions politiques au niveau de l'UE étaient entre les mains des technocrates ; cela lui permettait de remettre la politique au cœur du processus de prise de décisions de l'UE, objet de contestations d'autant plus fortes qu'il était à présent dépendant de peuples de plus en plus liés entre eux.

Pourquoi participer ?

Puisque la crise de la dette envenima les relations entre Grecs et Allemands à bien des aspects, on est en droit de s'interroger sur les raisons qui poussèrent ces deux peuples à rester liés au sein de l'UE. La raison la plus fréquemment invoquée était toujours celle de l'intérêt national. Grecs et Allemands restèrent convaincus que le maintien de la monnaie unique, malgré son coût et les conditions qui y étaient attachées, finirait en effet par porter ses fruits, au moins à long terme. Autrement dit, l'abandon de l'Euro, qu'il s'agisse d'une décision unilatérale ou collective, impliquait des incertitudes économiques auxquelles aucun gouvernement d'état membre n'était prêt à faire face. Les plus anciens continuaient à rappeler à leurs enfants que l'intégration européenne avait d'abord été mise en place dans le but de maintenir la paix. Mais les jeunes générations en arrivaient à se dire qu'il s'agit d'une paix assez peu rassurante pour eux.

Il semble en tout cas que les lignes de faille entre les gagnants et les perdants de l'intégration européenne aient évolué au sein de ces grands récits et discours. Ce sont les clivages au sein des états membres qui prirent le pas sur les clivages entre états, une fois invalidée l'hypothèse traditionnelle selon laquelle un arrangement au niveau national viendrait toujours dédommager les perdants de l'intégration. En un sens, on assista à l'éveil d'une nouvelle « conscience de classe », celle d'une classe transnationale composée de citoyens honnêtes et ordinaires, qui payaient les pots cassés pour les méfaits d'une élite

incompétente ou immorale, et du système financier international. L'Europe était bien entendu du côté des méchants dans cette histoire.

C'est ainsi que cette branche en souffrance de la société, ainsi que les défenseurs bien intentionnés de l'intégration, se remirent à véhiculer un discours de solidarité et de compassion. La solidarité est bien sûr un thème lié au projet d'intégration européenne depuis ses origines. Mais la crise lui donna plus d'importance en soulignant les manquements de l'UE dans ce domaine. En Grèce et en Allemagne, les appels à la solidarité incluaient certes les références historiques habituelles, notamment à la responsabilité qu'avait l'Allemagne de soutenir ceux qui se battaient pour la paix et la démocratie. Mais ils prirent également la forme d'appels à la justice basés sur une idée de réciprocité dans la durée. L'exemple le plus parlant est celui de l'historien économique Albrecht Ritschl, qui rappela que l'Allemagne avait dû elle aussi faire face à des défauts de paiement dans son histoire (*Spiegel* en ligne, 21/06/2011). Ainsi, ce n'était que justice qu'elle fasse preuve de générosité dans la situation actuelle, et qu'elle fasse pour les autres ce que les autres avaient par le passé fait pour elle. Mais l'idée de justice n'est finalement que très relative, et peut signifier des choses bien différentes d'une personne à l'autre. Ainsi en Allemagne, on exigea la mise en place d'une discipline stricte en Grèce, sous prétexte de la traiter comme l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, de manière à éviter de mettre le reste de la zone euro en danger en lâchant trop de lest. Le concept de justice influença également le refus des Allemands de payer pour des Grecs considérés comme affluents, de même que le refus des Grecs de subir de telles mesures d'austérité alors que l'union monétaire et sa politique de sauvetage avaient injustement favorisé l'économie allemande. Mais au-delà de ces considérations bilatérales, les appels à la solidarité envers la Grèce avaient souvent pour prémisse argumentative que les Grecs, les Allemands et les Européens en général avaient quelque chose de fondamental en commun, que ce soit en tant que Grecs et Allemands, en tant qu'Européens, ou simplement en tant qu'êtres humains. Bien entendu, il ne s'agissait pas tant d'une prémisse que d'un projet de construction. En Grèce comme en Allemagne, les défenseurs de la solidarité la présentaient à la fois comme une conséquence naturelle de notre identité propre, et comme une des valeurs censées définir notre « européenneité ». Mais si la solidarité se place quelque part entre l'altruisme pur et le genre de devoir politique associé à l'appartenance à un même état, il y a bien des manières d'interpréter ce qu'implique ce concept (cf. Viehoff et Nicolaidis, 2014).

Plus généralement, les Grecs et les Allemands débattaient à deux niveaux : (i) celui des valeurs fondamentales ou des principes à prendre en compte pour définir l'Union, qui en seraient donc également les conditions d'appartenance (respect de la loi, fonctionnement transparent des institutions démocratiques, etc.), et (ii) celui des conséquences de ces principes, notamment en ce qui concerne le degré d'ingérence dans les affaires de chaque état membre.

Les règles du jeu : guerre de stéréotypes, promesses de reconnaissance

Comme on l'a vu plus haut, la guerre des images entre Grèce et Allemagne reposait sur une série de stéréotypes blessants, et impliquait des dénis de reconnaissance à divers niveaux. Une bonne partie des discours négatifs qui avaient cours dans les deux camps étaient en fait des tentatives de négation de la réalité de l'adversaire dans toute sa complexité et son ambiguïté. On veut pour preuve du potentiel néfaste de ces dénis de reconnaissance la manière dont les représentations blessantes de l'Autre eurent parfois un effet boule de neige inattendu dans le pays victime des attaques, suite à une traduction qui en exagérait la portée. Ce fut notamment le cas de ce que nous appellerons « l'affaire de la Vénus », ainsi que des références au nazisme dans les médias grecs. L'incapacité des protagonistes à déconstruire et problématiser le camp adverse finit par renforcer les propres préjugés de ce dernier sur son adversaire.

Il n'en reste pas moins que ces dénis de reconnaissance semblent également porter en eux la possibilité d'une reconnaissance future. L'indignation soulevée par un sentiment d'injustice amena en effet les populations à se confronter à des perspectives extérieures, ne serait-ce que pour trouver des contre-arguments. Ce fut également un encouragement à dépasser les préjugés et les simplifications pour envisager sa propre complexité, voire ses contradictions, si l'on voulait que le camp adverse s'y confronte. Selon une sorte d'impératif catégorique, le fait d'exiger soi-même une reconnaissance pourrait en fait amener à accorder en retour cette même reconnaissance à son interlocuteur. La reconnaissance est finalement toujours une question de réciprocité, même lorsque les protagonistes ne sont absolument pas sur un pied d'égalité.

Contrairement à l'image qu'en donnèrent les médias internationaux, la couverture germano-grecque de la crise de la dette grecque et de la crise de la zone Euro ne se limitèrent pas à une série de stigmatisations de l'Autre. Nos recherches montrent que même les images et les titres les plus diffamatoires et les plus offensants étaient en fait toujours accompagnés d'analyses plus nuancées. De plus, si l'on assista bien à une guerre des stéréotypes, celle-ci impliqua également la comparaison, la mise en contraste, l'affaiblissement et la contestation des stéréotypes. Comme les illusions d'un palais des glaces, les stéréotypes nationaux finirent par se superposer, de sorte que des divisions de classe, de morale ou de respect de la personne humaine vinrent se mêler aux divisions nationales pour finalement brouiller les pistes. Les Allemands et les Grecs se mirent donc à se ressembler dans leurs spécificités complexes. Grecs et Allemands (du moins certains d'entre eux) apparurent comme des peuples honnêtes et travailleurs qui souffraient, comme le reste de l'Europe, d'un manque de sens du bien public, d'un excès de dépenses publiques, et d'un monde où la politique était finalement tombée à la merci d'élites cupides et d'institutions financières. À voir leur reflet déformé dans les yeux de l'Autre, chaque protagoniste fut forcé de reconnaître que, dans une certaine mesure, personne n'était tout noir ou tout blanc, mais que la situation était pleine de couleurs et de nuances. De plus, chaque camp dut faire face à l'image qu'en avait le camp adverse, et une fois passés les premiers moments de colère, cette prise de conscience ouvrit la porte à l'ironie, arme la plus puissante pour lutter contre tous types d'accusation. L'ironie peut détruire les stéréotypes car elle permet de prendre conscience de la contingence de la perception de soi et de sa propre vision du monde, et amène à une interrogation sur ce sujet (cf. Rorty 1989). C'est donc sur la base d'une réflexion sur soi, d'une réciprocité réciproque et d'une propension à l'ironie que les individus et les peuples peuvent réapprendre la reconnaissance mutuelle.

On vit donc émerger des éléments communs entre Grecs et Allemands, dans toutes leurs spécificités et leurs différences, en tant qu'êtres humains, qu'Européens ou même en tant que Grecs et Allemands. Ces derniers restèrent Européens non pas parce qu'ils renoncèrent en partie à leur identité nationale, mais parce que leur image acquit des contours plus nets, plus profonds et plus en nuance, rappelant ainsi les contours de l'image de l'Autre, superposée à la leur. Nous avons identifié de nombreuses références à une « communauté de destin », dans la mesure où les peuples européens avaient choisi de lier leurs destins respectifs, pour le meilleur ou pour le pire. Il s'agissait sans doute d'une communauté de projet plus que d'une communauté d'identité, qui aurait donc été liée dans l'agir plutôt que dans l'être. Mais même l'agir ensemble dépendait de la qualité des relations entre groupes et peuples, ainsi que du degré d'ouverture de chacun sur la réalité de l'autre.

La reconnaissance mutuelle advient à des degrés différents, de l'implication profonde au simple fait de ne pas faire de mal à l'autre, en passant par le respect ou la tolérance mutuels. En fonction de la nature spécifique ou universelle de notre confiance, il s'agira d'une confiance aveugle, ou automatique et universelle, à une confiance profonde, fruit de négociations et basée sur une relation spécifique. Dans ce cas, il sera constamment question

de négociation et de renégociation (cf. Nicolaïdis 2007:683-4). On peut donc également voir dans la crise de l'Euro un tournant critique dans la renégociation de notre confiance mutuelle, peut-être dans l'espoir de trouver de nouveaux fondements à cette confiance.

À ce moment clé de l'existence de l'UE, nous avons choisi d'analyser les différentes manières dont les normes et les pratiques implicites de reconnaissance mutuelle des peuples européens furent redéfinies et négociées à diverses étapes de la crise. Si la reconnaissance implique un équilibre satisfaisant entre ingérence dans les affaires de l'autre et respect de ses pratiques, on peut dès lors déclarer que c'est le camp de l'ingérence qui a gagné la première partie, mais que le respect reprend progressivement du terrain.

La métaphore du jeu que nous avons utilisée dans cet article souligne l'aspect ludique des images et des récits analysés. Elle sert également à appuyer notre évaluation de la polémique et de la contestation en tant qu'action politique implicite (cf. Pélabay *et al.* 2012, Mouffe 2010, Sternberg 2013:210-24). Peut-être sans le vouloir, le caractère conflictuel des débats, ainsi que toutes les contrariétés, les blessures, les réactions et tous les dénis de reconnaissance qu'il impliqua, contribuèrent sans doute à légitimer l'ordre établi dans l'UE, l'Euro, et même la réponse à la crise. Après tout, les enjeux et la gestion de cette crise étaient si cruciaux qu'il aurait été inacceptable de passer outre cet élément fondamental, au risque de voir toute légitimité s'effondrer. Le conflit est un élément inhérent à la vie politique, de même qu'une chance de renégocier les processus de reconnaissance mutuelle. D'une certaine manière, Merkel soutint elle-même cette idée en faisant l'éloge d'un débat au sein duquel elle était l'objet d'âpres critiques au Parlement Européen : « le fait que nous soyons capables d'un si beau débat ici, s'exclama-t-elle, montre que l'Europe est presque déjà devenue une affaire de politique intérieure ! » (*Die Zeit*, 27/12/2012). Si les peuples d'Europe sont encore loin de faire partie d'un seul et même pays, ils en ont peut-être appris plus les uns sur les autres pendant ces quelques années de crise que pendant le demi-siècle de réconciliation qui les a précédés.

Traduit de l'anglais par Émilie L'hôte.